



Les synthèses de CEROM - n°12- Juillet 2012

LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA RÉUNION EN 2011

Une timide reprise de la croissance

Après une année 2009 marquée par la crise et une année 2010 atone, l'activité économique se redresse en 2011 : la croissance du produit intérieur brut (PIB) est estimée à 1,2 % en monnaie constante (volume) (*graphique 1*). La reprise de l'investissement (+ 4,6 % en volume) est l'événement marquant en 2011, après deux années de forte baisse.

La consommation des ménages soutient une nouvelle fois l'activité et la reprise du tourisme a permis d'amplifier la croissance. Par contre, la hausse des importations l'a freinée (*tableau 1*).

Sous l'effet de l'augmentation de la population, le PIB par habitant reste stable en 2011 après deux années de baisse.

L'investissement contribue à + 0,9 point de la croissance totale du PIB, ce qui en fait le ressort le plus important. Il augmente de 8,1 % en valeur (hors avions) et de 4,6 % en volume, après avoir chuté de 8 % en volume en 2010.

Ce regain de l'investissement peut témoigner d'un changement d'attitude des entrepreneurs après l'attentisme de ces deux dernières années, mais les signes sont encore trop fragiles pour parler d'un véritable retour de la confiance. Avant la crise, l'investissement progressait en moyenne de 8,8 % par an en volume.

En 2011, les trois piliers de l'investissement, que sont le bâtiment, les travaux publics et les biens d'équipement, participent à l'embellie.

Boom des importations de biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement ont bondi de 33,3 % en 2011. Cette hausse résulte principalement de l'achat de deux avions lourds. Hors avions, la hausse reste conséquente : + 10,8 %, après une baisse de 2,8 % en 2010 et de 17,2 % en 2009. L'importation de machines a notamment augmenté de 12,6 %.

Par ailleurs, le bâtiment et les travaux publics ont été soutenus par un regain de la commande publique. La production de logements sociaux augmente fortement, tandis que le logement privé se contracte. Les certificats de conformité électrique de logements neufs (Consuel) augmentent néanmoins de 2,4 %.

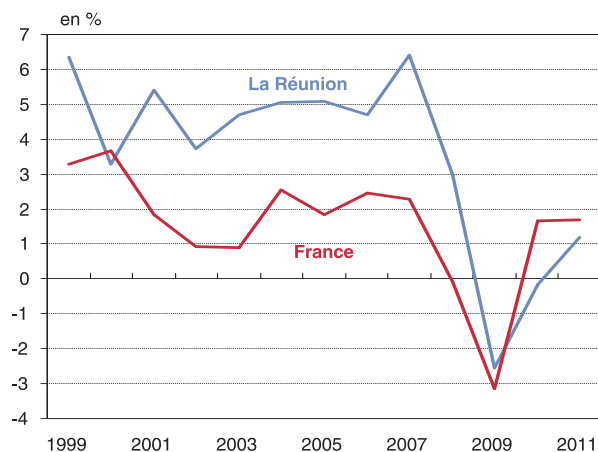
L'emploi salarié marchand est en hausse de 3,0 % en moyenne annuelle, et la masse salariale correspondante de 5,4 %, soit 1,8 point de mieux qu'en 2010. Par contre, dans le secteur public, les salaires ont crû moins rapidement (+ 0,6 % contre + 2,0 % en 2010). L'ensemble des salaires versés augmente de 2,9 % après 2,6 % en 2010. Les prestations sociales croissent de 4,3 % contre 5,7 % en 2010.



Comptes Rapides pour l'outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

■ Graphique 1 - Taux de croissance en volume



Source : Insee, comptes nationaux ; Cerom, comptes rapides.

Au total, le revenu disponible des ménages augmente de 3,5 % comme en 2010. Toutefois, l'inflation ayant été plus forte, la consommation des ménages en volume s'effrite (+ 1,2 % contre + 1,6 %). Elle contribue pour + 0,8 point à l'évolution du PIB.

Les exportations de biens augmentent de 1,9 % en valeur, la baisse des exportations de sucre et de rhum étant compensée par une augmentation de celles des produits de la mer. En volume, les exportations de biens sont en retrait de 0,1 %.

Des dépenses touristiques en hausse

La fréquentation touristique atteint un niveau record : 471 300 touristes ont été accueillis soit 12 % de plus qu'en 2010. Cette très bonne année touristique s'est traduite par une progression de 16 % des dépenses

des touristes non-résidents en 2011. Elles contribuent pour + 0,3 point à l'augmentation du PIB.

L'amélioration des recettes extérieures a été contrebalancée par la hausse des importations de biens (+ 8,0 %). Celles-ci se sont envolées notamment avec la hausse du prix des carburants (+ 26,6 %). Sur l'année, les prix des importations augmentent de 6,1 % et les volumes de 1,9 %, ce qui contribue de façon négative à l'évolution du PIB (- 0,5 point).

L'inflation bride la hausse de la consommation

La consommation et les revenus peinent à retrouver un rythme aussi soutenu qu'avant la crise. Le redémarrage, amorcé l'an dernier après une année 2009 difficile, s'essouffle, à cause d'une inflation plus élevée en 2011. Les salaires distribués par certains secteurs comme la construction ou l'hébergement et la restauration rebondissent néanmoins.

La consommation des ménages augmente de 3,3 % en valeur, comme en 2010. Dans le même temps, l'inflation progresse nettement (+ 2,5 %, après + 1,5 % en 2010 sur les produits marchands). En conséquence, la consommation estimée en euros constants (en volume) progresse plus modestement (+ 1,2 % après + 1,6 % en 2010). Depuis trois ans, la consommation des ménages piétine. Elle n'augmente que de 1,2 % en volume en moyenne annuelle, soit 3 points de moins par rapport à la moyenne des 10 années précédentes (+ 4,3 %).

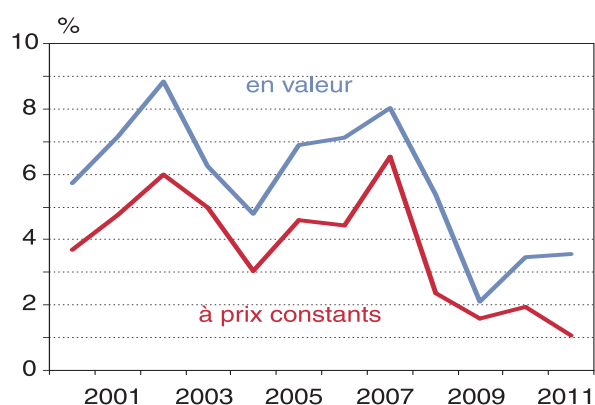
La valeur des biens de consommation importés augmente modérément (+ 2,9 %). Les importations de produits d'habillement, cuir et chaussures (+ 6,5 %), de savons, produits d'entretien et parfumerie (+ 7 %) et d'appareils ménagers (+ 7,8 %) sont les plus dynamiques. A contrario, les importations d'articles de joaillerie, bijouterie et instruments de musique (- 9,1 %) et de produits de l'édition (- 4,6 %) se contractent.

■ Tableau 1 - Le PIB et ses principales composantes en 2011

	Variation 2011/2010 en %			Contributions à l'évolution du PIB entre 2010 et 2011 (en points)
	Volume	Prix	Valeur	
Produit intérieur brut (PIB)	1,2	1,9	3,1	1,2
Consommation des ménages	1,2	2,1	3,3	0,8
Consommation des administrations publiques	- 0,7	1,3	0,6	- 0,3
Investissement	4,6	3,4	8,1	0,9
Importations de biens	1,9	6,1	8,0	- 0,5
Exportations de biens	- 0,1	2,0	1,9	0,0
Dépenses des touristes	14,9	1,1	16,2	0,3

Source : Cerom, comptes rapides.

■ Graphique 2 - Évolution du revenu disponible des ménages



Source : Cerom, comptes rapides.

La valeur des importations de voitures particulières repart à la hausse (+ 16,2 %), après deux années de baisse.

Le ralentissement de la consommation est lié au revenu des ménages réunionnais. En valeur, le revenu disponible brut (RDBM) croît de 3,5 %. Affecté par l'inflation, le RDBM n'augmente plus que de 1,1 % en volume (*graphique 2 et tableau 2*). Ce niveau est le plus bas observé pour La Réunion depuis le début des années 90. L'accroissement de la population, combiné à l'inflation, plombe le RDBM par habitant en volume à - 0,3 %, malgré une hausse de 2,1 % en valeur.

La masse salariale poursuit son redressement

La masse salariale, composant principal du revenu, progresse de 2,9 % en 2011 et confirme ainsi le regain amorcé en 2010 (+ 2,6 %).

La masse salariale distribuée croît de 5,3 % dans la construction. Cette hausse fait suite à une période difficile : - 7,6 % en 2010 et - 15,4 % en 2009. La reprise

de l'emploi dans le secteur, soutenue par la commande publique et la construction de logements sociaux, relève le niveau de la masse salariale.

Les industries extractives bénéficient du regain du BTP, avec une croissance de la masse salariale de 5,4 %. Les salaires distribués dans les industries manufacturières hors cokéfaction et raffinage augmentent de 1,7 %, soit une progression plus faible que dans les autres secteurs industriels.

Dans le secteur tertiaire, l'hébergement et la restauration profitent de la bonne saison touristique, avec une hausse des salaires versés de 10,5 %. Les masses salariales augmentent aussi sensiblement dans les activités financières et d'assurances (+ 7,7 %), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+ 7,1 %) et les services administratifs et de soutien (+ 6,6 %).

Les salaires versés dans le secteur public progressent faiblement (+ 0,6 %), suite à l'augmentation minimale du point d'indice de la fonction publique (+ 0,25 % en moyenne annuelle) et à la stabilité des effectifs dans les collectivités locales.

Dans le secteur privé, la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) est de 1,8 % en moyenne annuelle. Le Smic a été revalorisé deux fois en 2011, passant dans un premier temps de 8,86 euros à 9 euros au 1^{er} janvier 2011 puis à 9,19 euros au 1^{er} décembre 2011.

Rebond des retraites et des prestations versées par la CAF

Les prestations sociales en espèces (hors remboursement de sécurité sociale et allocation logement) complètent les revenus des ménages : leur montant augmente de 4,6 % en 2011.

Les prestations de l'assurance chômage progressent, témoignant des difficultés du marché du travail : les

■ Tableau 2 - Évolution du revenu disponible des ménages

en %

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2010-2011	3,5	1,1	2,1	- 0,3
Moyenne annuelle 2001-2011	5,6	3,6	4,2	2,3

Source : Cerom - Comptes rapides.

1 . Le revenu disponible brut des ménages additionne leurs revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leur sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

allocations et aides aux demandeurs d'emploi ont culminé à 503 millions en 2010. En 2011, la durée de la crise provoque une augmentation des demandeurs d'emplois en fin de droits. Le nombre d'allocataires indemnisés diminue de 1 165 personnes ainsi que les allocations chômage versées (- 2,6 %), marquant une plus forte précarisation des demandeurs d'emploi.

Le montant alloué par la caisse d'allocation familiale augmente de 8,0 %. Cette forte progression contraste avec le régime modéré des trois années précédentes (+ 1,4 % en moyenne annuelle). Hors logement, la somme totale des prestations distribuées par la caisse est de 1,21 milliard d'euros en 2011.

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011 dans les DOM, le revenu de solidarité active (RSA) se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation parent isolé (API). Le RSA complète les revenus salariaux modestes et assure un revenu minimum aux personnes dénuées de ressources. Au cours de l'année 2011, plus

de 98 000 personnes ont bénéficié du RSA, socle ou activité.

La valeur des pensions de retraites versées croît de 7,1 % et atteint 1,16 milliard d'euros, rompant ainsi avec les décélérations successives depuis 2008.

En place depuis 2009, le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) complète les revenus inférieurs ou égaux à 1,4 Smic dans les DOM. Marqué par de nouvelles conditions de distribution plus restrictives, le nombre de bénéficiaires du RSTA diminue, ainsi que les montants distribués : 75 millions d'euros en 2011, soit 24 % de moins qu'en 2010.

■ Michel BRASSET
chef de la division "comptes économiques et analyses
macro-économiques"

■ Cédric RÉALE
chargé des comptes rapides

Insee La Réunion-Mayotte



Les publications de CEROM

➤ Tableau de bord économique :

- Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Nouvelle Calédonie, Polynésie française.

➤ Etudes Cérom :

- Comptes économiques rapides : Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Nouvelle-Calédonie.
- Guyane : « Guyane-Amapa - Mieux structurer les territoires pour intensifier les échanges » - Août 2011.
- Nouvelle Calédonie : « Les entreprises de Nouvelle-Calédonie » - Avril 2011.
- La Réunion : « Les entreprises à La Réunion 2000-2008 » - Avril 2011.
- Polynésie française : « Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en Mars 2010 » - Janvier 2011.
- Mayotte : « Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation » Novembre 2010.

Pour en savoir plus

www.cerom-outremer.fr

www.iedom.fr

www.afd.fr

www.insee.fr

Institut national de la statistique et des études économiques - Direction régionale de La Réunion-Mayotte

Parc technologique de Saint Denis - 10, rue Demarne - BP 13 - 97408 - SAINT-DENIS Cedex 9

Directrice de la publication : Valérie ROUX

www.insee.fr/reunion - tél : 02 62 48 89 00 - fax : 02 62 48 89 89

